

LISTE DE DANIEL VALÉRO “GENAS, C’EST VOUS”

Dans cette tribune, nous souhaitons vous faire part de notre état d’esprit et de celui de notre chef de file, Daniel Valéro. Mi-décembre, nous avons adopté un budget à la fois réaliste en raison d’un contexte national difficile et ambitieux en matière d’investissement pour la qualité de vie à Genas. D’une part, les projets d’infrastructure et de services aux habitants continuent à être financés. D’autre part, nous assumons nos promesses et nos engagements, par exemple en tant qu’employeur responsable. Alors que nous avons maintenu un nombre d’emplois à temps plein identique depuis 2008, notre masse salariale est passée de 8 M€ à 11,5 M€ aujourd’hui. La qualité a un prix ; nous sommes fiers de garantir un service public opérant et attentionné à nos concitoyens. Reste que dans le contexte de crise et de forte inflation, nos marges de manœuvre

budgétaires s’érodent. Pour la première fois cette année, les recettes de fonctionnement ne permettent plus de générer l’excédent habituel en raison de l’augmentation de nos dépenses obligatoires et d’une fiscalité de moins en moins redistributrice pour les communes. Genas n’a plus les mêmes marges que par le passé ; c’est un fait qu’il convient d’entendre. En parallèle, alors même que le budget 2024 était bouclé, avec l’inscription de 582 930 € au titre de l’amende pour non-atteinte de notre quota de logements sociaux, l’État a décidé d’augmenter cette pénalité de plus de 270 %. Nous le savons depuis le 28 décembre dernier, la commune devra payer la somme de 1 249 376 € en 2024. La différence entre notre programmation et la nouvelle réalité s’élève donc à 666 446 €. Un montant démesuré au regard de nos moyens et qui ne sera pas sans répercussion sur nos

capacités d’investissement et de fonctionnement. Une décision d’autant plus stupéfiante que Genas, depuis 2008, consacre beaucoup d’énergie pour rattraper le retard en matière de production de logements, et notamment sociaux. Nous avons redoublé d’efforts pour atteindre 649 logements aidés aujourd’hui, dont 403 produits depuis l’élection de Daniel Valéro, ce qui constitue une performance et une trajectoire volontariste. Nous sommes de surcroît inscrits dans tous les dispositifs proposés par l’État (collaboration avec l’Epora, réserves foncières au profit des bailleurs...), sur la base d’échanges constructifs avec la Préfecture pour trouver des lignes convergentes entre les objectifs nationaux de production de logements et de logements sociaux et les contraintes très particulières de notre territoire. Reflet de nos ambitions et engagements, notre Plan local d’urbanisme

(PLU) a en outre été révisé en 2019 et approuvé, y compris par la Préfecture.

Les questions sont donc posées. Pourquoi l’État applique-t-il partout les mêmes règles de calcul sans considérer notre différence par rapport aux communes qui ne veulent pas produire de logements sociaux et se moquent de payer une amende ? Pourquoi sanctionner ceux qui tentent de relever le défi de la mixité sociale sur un territoire où c’est difficile et alertent sur une application radicale d’une loi SRU inadaptée, créatrice d’un médiocre bâti, de mal vivre ensemble et consommatrice de nature en ville. Nous nous interrogeons aujourd’hui, mais nous ne baisserons pas les bras et serons entièrement solidaires des actions enclenchées par notre chef de file.

**Liste de Daniel Valéro,
“Genas, c’est vous”**

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, lorsque la commune diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d’information générale sur les réalisations et la gestion du conseil municipal, un espace est réservé à l’expression des conseillers n’appartenant pas à la majorité municipale. Les modalités d’application de cette disposition sont définies par le règlement intérieur ».